

# Perspectives économiques régionales – Moyen-Orient et Asie centrale

## Synthèse des points marquants -- mai 2009

Les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale ont connu une forte croissance en 2008 mais subissent le contrecoup de la crise mondiale qui, par ailleurs, exacerbe les vulnérabilités économiques et financières.

- Les recettes d'exportation, les flux d'investissement et les envois de fonds des travailleurs émigrés ont pâti du ralentissement de l'activité économique dans les pays avancés et de la baisse des prix des produits de base à partir de l'automne 2008.
- La croissance économique de la région Moyen-Orient et Asie centrale pourrait tomber à 2 ½ % en 2009 après avoir atteint 6 % en 2008.

Malgré la baisse des recettes pétrolières, plusieurs pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient (PEPMO) devraient maintenir leurs programmes de dépenses, ce qui contribuerait à stimuler considérablement la demande globale.

- Le solde extérieur courant global des PEPMO pourrait présenter un déficit de 10 milliards de dollars EU en 2009, contre un excédent de 400 milliards de dollars EU en 2008.
- L'inflation est en forte baisse par rapport aux niveaux sans précédent de l'été 2008, en ligne avec la baisse des prix des produits alimentaires et pétroliers.
- Des difficultés apparaissent dans les systèmes bancaires de quelques pays exportateurs de pétrole de la région mais les autorités ont promptement réagi par des mesures de recapitalisation et d'injection de liquidités.

Les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (PIPMO) seront particulièrement touchés par le ralentissement de l'activité en Europe.

- Plusieurs PIPMO dont le niveau d'endettement est élevé ne disposent pas d'un espace budgétaire suffisant pour engager des dépenses contre-cycliques de nature à amortir l'impact de la contraction des entrées de capitaux.
- La baisse de l'inflation offre une marge de manœuvre accrue pour un desserrement monétaire.
- Dans certains PIPMO, la montée du chômage risque d'accentuer la pauvreté et d'accroître les tensions sociales, rendant d'autant plus impératif, le renforcement des dispositifs de protection sociale.

Les pays du Caucase et de l'Asie centrale (CAC) sont affectés par la baisse des prix des produits de base et le marasme économique en Russie.

- Les pays du CAC présentent des niveaux d'endettement relativement bas et disposent donc d'une plus grande marge de manœuvre pour stimuler la demande intérieure par l'accroissement des dépenses publiques.
- Il convient d'assurer une plus grande flexibilité des taux de change dans les pays du CAC en raison de la dépréciation du rouble.
- Les systèmes financiers des pays du CAC doivent faire l'objet d'une constante vigilance.

Le ralentissement de l'activité mondiale risque d'être plus long et plus prononcé que prévu (encadré 1); les autorités nationales devraient se préparer à cette éventualité.

Les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale pourraient avoir à soutenir la demande intérieure sur une longue période, à renforcer davantage les systèmes financiers et à se doter de cadres de gestion de crise.

Les pays à faible revenu auront besoin de financements extérieurs accrus pour assurer la poursuite du développement économique qui leur est nécessaire.

## Encadré 1. Perspectives de l'économie mondiale<sup>1</sup>

La pénurie de crédit dans le monde provoque une récession de loin la plus profonde depuis la grande dépression. L'activité économique mondiale devrait se contracter de 1,3 % en 2009. Aucune région du monde n'est à l'abri : la production par habitant devrait baisser dans les pays qui représentent les trois-quarts de l'économie mondiale et la croissance a fortement diminué dans presque tous les pays par rapport à la période 2003-07. La croissance devrait redémarrer en 2010 mais resterait bien en-deçà de son potentiel, s'établissant à 1,9 %. Ces projections s'appuient sur les plans de relance budgétaire des pays du G-20, de l'ordre de 1¾ % du PIB en 2009 et 1¼ % du PIB en 2010, ainsi que sur la mise en action des stabilisateurs automatiques dans la plupart de ces pays.

**Tableau 1.1. Aperçu des projections des Perspectives de l'économie mondiale**  
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2007	2008	Projections	
			2009	2010
<b>Production mondiale</b>	<b>5.2</b>	<b>3.2</b>	<b>-1.3</b>	<b>1.9</b>
Pays avancés	2.7	0.9	-3.8	0.0
<i>dont</i> : États-Unis	2.0	1.1	-2.8	0.0
Union européenne	3.1	1.1	-4.0	-0.3
Pays émergents et en développement	<b>8.3</b>	<b>6.1</b>	<b>1.6</b>	<b>4.0</b>
<i>dont</i> : Moyen-Orient et Asie centrale	6.6	5.8	2.5	3.8
Communauté des États indépendants	8.6	5.5	-5.1	1.2
<i>dont</i> : Russie	8.1	5.6	-6.0	0.5
<b>Volume du commerce international (biens et services)</b>	<b>7.2</b>	<b>3.3</b>	<b>-11.0</b>	<b>0.6</b>
<b>Prix des produits de base (en dollars EU)</b>				
Pétrole	10.7	36.4	-46.4	20.2
Autres (moyenne pondérée des exportations de produits de base)	14.1	7.5	-27.9	4.4

Les pays avancés devraient connaître une profonde récession. D'après les projections, la production globale connaîtra une contraction de 3¾ % en 2009. Des pays avancés, les États-Unis et le Royaume-Uni seront ceux qui resteront les plus durement affectés par l'assèchement du crédit. La zone euro connaîtra une baisse encore plus prononcée de l'activité que les États-Unis, la forte contraction des secteurs exportateurs réduisant davantage la demande.

La poursuite des tensions et de l'assainissement des bilans dans les économies « matures » aura de graves conséquences sur le financement des pays émergents. Globalement, les marchés émergents devraient connaître des sorties nettes de capitaux en 2009 supérieures à 1 % du PIB. L'ensemble des pays émergents et en développement devrait parvenir à dégager, selon les projections, un faible taux de croissance de 1½ % en 2009, puis de 4 % en 2010. Le PIB réel se contracterait néanmoins dans bon nombre de pays en 2009. Les plus fortes baisses de la production toucheraient la Communauté des États Indépendants, plus particulièrement la Russie, l'inversion des flux de capitaux ayant mis un coup d'arrêt à l'expansion du crédit tandis que les recettes d'exportation de produits de base se sont effondrées.

Le principal risque d'aggravation de ce scénario est lié à l'incapacité des politiques mises en œuvre à stopper l'effet d'interaction négative entre la détérioration des conditions financières et l'affaiblissement des économies. À mesure que la contraction de l'activité se propage dans le monde, la menace de multiplication des dépôts de bilan d'entreprises et de défaillance de ménages induira un accroissement des primes de risques pesant sur les prix des actifs et une augmentation des pertes grevant les bilans financiers. Le risque de phénomènes de portée systémique s'accroîtra, compliquant le retour de la crédibilité et de la confiance, et augmentant davantage encore le coût budgétaire du renflouement des banques.

Ce scénario comporte aussi une perspective d'évolution potentiellement positive. La mise en œuvre de politiques volontaristes propres à convaincre les marchés de la vigueur des efforts visant à dissiper les contraintes financières serait de nature à déclencher un « rebond salutaire » et mutuellement bénéfique des marchés, une reprise de l'activité et à rétablir la confiance des consommateurs, et à favoriser la prise d'engagements à long terme. La difficulté tient au fait que plus le ralentissement perdure et s'approfondit, moindres sont les chances qu'un vigoureux rebond intervienne, le pessimisme quant aux perspectives s'enracinant davantage et accentuant la dégradation des bilans.

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations, voir *Perspectives de l'économie mondiale* (FMI) avril 2009.